

## TURQUIE

La croissance tendancielle du PIB par habitant a augmenté ces dernières années, mais les créations d'emplois demeurent insuffisantes pour compenser la dégradation marquée de la situation du marché du travail au cours des années 90.

### Priorités reposant sur des indicateurs

#### **Réduire les charges administratives imposées aux nouvelles entreprises**

Jusqu'à une date récente, la création d'une entreprise était un processus très complexe qui demandait beaucoup de temps, puisqu'il comportait pas moins de 19 procédures différentes. Le poids des obligations réglementaires contribue à pousser nombre de petites entreprises vers le secteur informel.

**Mesures prises :** Le droit commercial a été modifié en 2003, et le nombre d'étapes administratives devant être franchies pour créer une entreprise a été ramené à deux. Par contre, les efforts déployés pour renforcer le respect des obligations prévues par la loi, afin de réduire la taille de l'économie souterraine, ont eu des effets limités.

**Recommandations :** Simplifier les formalités administratives pour les petites entreprises, afin de faciliter leur immatriculation en bonne et due forme.

#### **Réduire le coin fiscal sur les revenus du travail**

Les taux des cotisations de sécurité sociale figurent parmi les plus élevés de la zone OCDE et créent un cercle vicieux qui favorise les activités non déclarées. Or, celles-ci représentent déjà plus de la moitié de l'emploi global, et contribuent au recul continu des taux d'activité enregistrés.

**Mesures prises :** La nécessité de résorber le déficit budgétaire n'a pas permis de réduire le coin fiscal, et il est peu probable que les réformes en cours de la sécurité sociale dégagent de nouvelles marges de manœuvre. Des exemptions d'impôt sur le travail et de cotisations de sécurité sociale sont néanmoins introduites pour les nouveaux employés dans les régions pauvres.

**Recommandations :** Rationaliser les dépenses de sécurité sociale, abaisser les taux des cotisations sociales, et compenser les pertes de revenus induites en relevant les impôts indirects. Adopter une « stratégie pour l'immatriculation des entreprises » qui prévoirait une réduction, pendant une période transitoire, des taux d'imposition marginal et de cotisations sociales appliqués aux entreprises rejoignant le secteur formel.

#### **Réduire la présence de l'État dans l'économie**

La part de l'emploi total que représentent les entreprises économiques d'État a diminué, mais de grandes entreprises publiques dominent toujours les branches de l'énergie, des télécommunications et des transports, ainsi que le secteur bancaire.

**Mesures prises :** Des lois ont été adoptées pour faciliter la privatisation de ces grandes entreprises, mais leurs résultats ont été limités. Les autorités judiciaires ont récemment annulé certaines des quelques acquisitions de grande ampleur en raison de vices de procédure et d'autres lacunes juridiques.

**Recommandations :** Clarifier le cadre administratif et réglementaire pour les industries de réseau, notamment en ce qui concerne les obligations de service public et leur financement. Lever les obstacles aux prises de participations étrangères dans les entreprises privatisées.

### Autres priorités essentielles

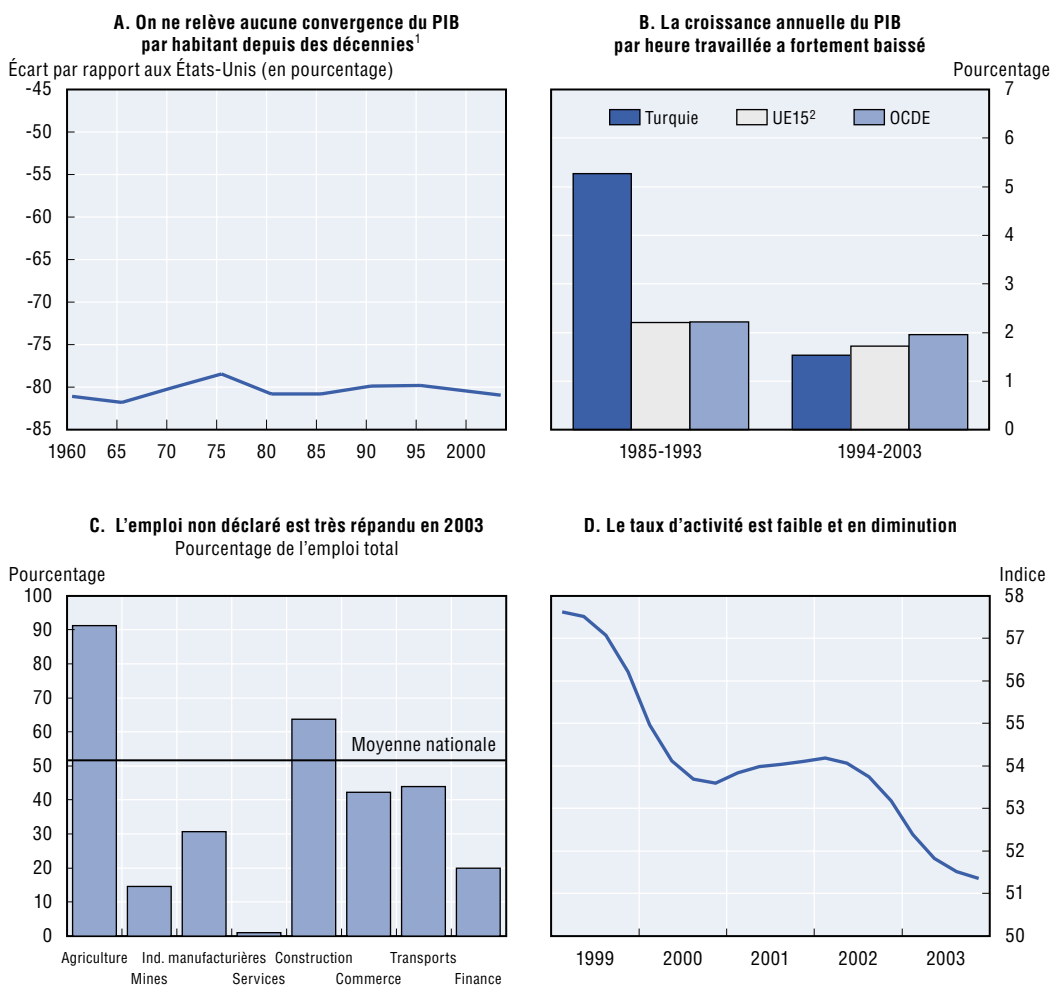
- Améliorer la qualité des dépenses publiques en appliquant le système de budgétisation axée sur les résultats dans les services publics essentiels que sont la justice, l'enseignement et la santé.
- Améliorer l'accès des femmes à l'enseignement en appliquant des règles de scolarisation minimale, et revoir les programmes dans l'enseignement secondaire afin que les formations dispensées correspondent davantage aux besoins du marché du travail.

## TURQUIE

## Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	2.2	1.8	0.8	2.7
Taux d'emploi tendanciel	59.2	55.7	53.5	51.7
Taux d'activité tendanciel	64.1	60.7	57.9	56.1
Taux de chômage structurel (NAIRU)	..	..	..	..

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.

Source : Graphiques A et B: *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: *Études économiques de l'OCDE*, Turquie 2004 ; graphique D: OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004.